

Le présent formulaire a été développé conjointement par le **Conseil Régional des Pays de la Loire**, le **Département de Loire-Atlantique** et la **Ville de Nantes**, dans une perspective de simplification des démarches des associations de solidarité internationale éligibles à leurs dispositifs de soutien, à savoir respectivement :

- Le **Fonds d'Appui à la Coopération Internationale (FACI)** – ce formulaire s'applique aux associations de solidarité internationale, établissements d'enseignement secondaire ou supérieur, généraux ou agricoles (lycées, universités, écoles supérieures...), entreprises et chambres consulaires, collectivités territoriales et leurs groupements des Pays de la Loire ;
- L'**Appel à projets Loire-Atlantique Solidarité Sans Frontière (SSF)** – ce formulaire s'applique aux associations de solidarité internationale ayant leur siège social en Loire-Atlantique ;
- L'**Appel à Projets de Développement International Solidaire (APDIS)** – ce formulaire s'applique aux associations de solidarité internationale ayant leur siège social à Nantes ou déployant des actions majoritairement sur Nantes.

Il est possible de déposer un dossier à l'une ou l'autre de ces collectivités territoriales, à deux d'entre elles ou aux trois. L'instruction des dossiers restant distincte, l'octroi d'une subvention par l'une des collectivités territoriales sollicitées n'engagera pas les autres.

Le financement accordé dans le cadre de ces dispositifs ne pourra porter que sur une seule année de projet. Néanmoins, l'apport d'éléments précisant la trajectoire pluri-annuelle du projet déposé sera pris en compte dans l'évaluation du dossier.

Chaque dispositif dispose d'un règlement, d'un calendrier et de critères d'éligibilité distincts. Il demeure essentiel d'en prendre connaissance aux liens suivants :

- [Conseil Régional, FACI](#)
- [Loire-Atlantique, SSF](#)
- [Nantes, APDIS](#)

Pour toute question concernant ces dispositifs et les modalités de dépôt, vous pouvez contacter :

- Conseil Régional des Pays de la Loire : beatrice.mouden@paysdelaloire.fr / 02.28.20.61.64
- Département de Loire-Atlantique : 02.40.99.10.66
- Villes de Nantes : apdis-nantes@nantesmetropole.fr

Vous pouvez vous faire accompagner pour construire votre projet par le réseau régional multi-acteurs Pays de la Loire Coopération Internationale :

contact@paysdelaloire-cooperation-internationale.org



DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

Dossier déposé dans le cadre du / des dispositif/s (cochez la ou les case/s correspondante/s) :

- Conseil Régional des Pays de la Loire (Fonds d'Appui à la Coopération Internationale - FACI)
- Département de Loire-Atlantique (Appel à projets Loire-Atlantique Solidarité Sans Frontière - SSF)
- Ville de Nantes (Appel à Projets de Développement International Solidaire – APDIS)

Synthèse

Remplissage automatique ; ne rien inscrire dans ce tableau (pour rafraichir si nécessaire, lancer un aperçu avant impression).¹

Nom de la structure :	
Titre du projet :	
Pays d'intervention :	
Objectif général :	
Objectif spécifique :	
Partenaire principal :	
Statut :	Sélectionner
Bénéficiaires :	
Restitution PDL :	

Date de démarrage :		Durée :	
Budget total du projet :		Budget annuel :	
Subvention demandée Conseil Régional :			
Subvention demandée Département :			
Subvention demandée Ville de Nantes :			

Résumez votre projet (800 caractères maximum) – A reporter p. 4 du Cerfa (Description) :

--

Présentation du porteur de projet

A reporter p. 1 du Cerfa (Identification de l'association)

Nom de la structure :	
Sigle ou acronyme :	
Numéro SIRET :	Code APE :
Adresse postale :	

¹ « Les données personnelles vous concernant sont collectées et traitées par la collectivité dans le cadre de l'appel à projets qui lui est propre. Le traitement est nécessaire pour l'étude de la demande de subvention. Les destinataires de vos données sont les services habilités des collectivités. La durée de conservation de vos données est définie conformément aux prescriptions des archives de France et/ou des archives de chaque collectivité. Vous pouvez accéder aux données vous concernant et demander leur rectification ou leur portabilité. Vous disposez également, pour des raisons légitimes, d'un droit d'opposition, d'effacement des données et de limitation du traitement. Pour les dossiers adressés au Département de Loire-Atlantique, l'exercice de ces droits se fait auprès du Délégué à la protection des données : par courriel à dpd@loire-atlantique.fr ou par courrier adressé au 3 Quai Ceineray, CS 94109, 44041 Nantes Cedex 1. Vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle (CNIL – 3, Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07 – www.cnil.fr). »

Code postal :	Commune :
Personne contact pour cette demande :	
Fonction :	
Numéro de téléphone :	Email :

Votre structure est-elle adhérente au réseau Pays de la Loire Coopération Internationale ?
Sélectionner

Rôle de la structure demandeuse dans la mise en œuvre du projet (800 caractères maximum) ?

Quels sont les apports et la plus-value de la structure demandeuse dans le projet ?

Présentation générale du projet

Statut : Sélectionner

Titre du projet - <i>A reporter p.4 du Cerfa (Intitulé) :</i>	
Date de démarrage prévisionnelle du projet - <i>A reporter p.5 du Cerfa (Période de réalisation) :</i>	Durée prévisionnelle du projet :

Sélectionnez la/les thématique/s principale/S du projet par collectivité territoriale sollicitée pour une subvention :

Dossier FACI (Conseil Régional des Pays de la Loire)	Dossier SSF (Département de Loire-Atlantique)	Dossier APDIS (Ville de Nantes)
<input type="checkbox"/> Développement économique <input type="checkbox"/> Formation professionnelle / apprentissage <input type="checkbox"/> Santé (hors bâti) <input type="checkbox"/> Enseignement secondaire et supérieur / recherche <input type="checkbox"/> Aménagement du territoire et environnement <input type="checkbox"/> Transition énergétique	<input type="checkbox"/> Egalité / accès aux droits <input type="checkbox"/> Développement éducatif, sanitaire, social <input type="checkbox"/> Environnement et gestion des ressources	<input type="checkbox"/> Santé / social <input type="checkbox"/> Développement local <input type="checkbox"/> Education / formation <input type="checkbox"/> Environnement

Contribution aux objectifs de développement durable :

A quel(s) objectif(s) adopté(s) par les Nations Unies dans le cadre de l'Agenda 2030 votre projet contribue-t-il ? Pour en savoir plus sur les ODD, vous pouvez consulter le site dédié : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

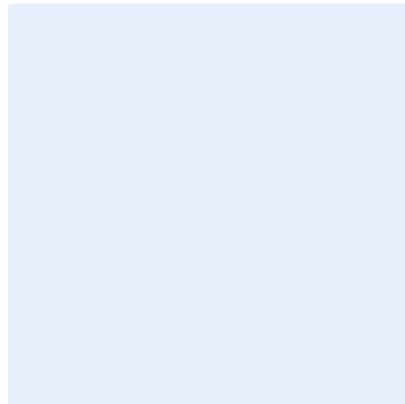
<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 
<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 	<input type="checkbox"/> 



Localisation du projet – A reporter p.5 du Cerfa (Territoire) :

Pays :	Localité :
--------	------------

Insérer ou joindre une carte si vous le souhaitez :



Identification des besoins

Historique du projet (1000 caractères maximum) :

Qui est à l'initiative du projet ? Quelle est l'expérience de l'association demandeuse et de son partenaire principal dans le domaine et la région d'intervention ? Comment le diagnostic initial a-t-il été mené ?

Analyse du contexte (1200 caractères maximum) :

Sur quels constats le projet s'appuie-t-il (éléments de contexte nationaux et locaux pertinents) ? Les activités s'inscrivent-elles dans un programme existant ? Joindre les études ou rapports de diagnostic disponibles.

Implication des autorités locales (1000 caractères maximum) :

Le projet a-t-il été construit en lien avec les autorités locales (Mairie, chefferie...) et de l'Etat (Ministères, services déconcentrés...) ? Se réfère-t-il à un plan de développement local, une politique publique locale, une stratégie ou une politique publique nationale ?

Partenaires du projet

Partenaire principal dans le pays de mise en œuvre :

Nom :	Acronyme :
Adresse :	Contact :

Expérience du partenaire principal (800 caractères maximum) :

Quelle est l'expérience du partenaire principal dans le domaine et la zone d'intervention du projet ?

Rôle du partenaire principal (1000 caractères maximum) :

Quel est le rôle du partenaire principal dans la réalisation du projet ? Comment s'articule-t-il avec le rôle du porteur de projet ?

Autres partenaires dans le pays de mise en œuvre :

Nom du partenaire	Nature du partenariat	Préciser l'implication dans le projet pour les partenariats techniques, matériels et opérationnels
	Sélectionner	

Partenaires en France :

Nom du partenaire	Nature du partenariat	Préciser l'implication dans le projet pour les partenariats techniques, matériels et opérationnels
	Sélectionner	

Bénéficiaires du projet

A combien de personnes votre projet va-t-il directement bénéficier ? :

Nature des bénéficiaires directs (1000 caractères maximum) :

Quelles sont les spécificités de la population directement ciblée par le projet (ex : populations rurales, jeunes en déscolarisation, personnes en situation de handicap) ?

Implication des bénéficiaires dans le projet (1200 caractères maximum) :

Comment les bénéficiaires directs sont impliqués dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ?

A combien de personnes votre projet va-t-il indirectement bénéficier ? :

Nature des bénéficiaires indirects (1000 caractères maximum) – A reporter p.4 du Cerfa (Bénéficiaires) :

Quelles sont les spécificités de la population indirectement ciblée par le projet (ex : familles, usagers, population locale...) ?

Prise en compte de l'égalité entre les genres (1000 caractères maximum) :

Dans quelle mesure le projet favorise-t-il l'égalité entre les femmes et les hommes ?

Prise en compte d'autres thématiques transversales (1000 caractères maximum) :

Dans quelle mesure le projet favorise-t-il l'implication et l'autonomisation des jeunes, l'inclusion des personnes en situation de handicap et autres publics avec des besoins spécifiques ?

Logique d'intervention

Objectif général du projet (300 caractères maximum) - A reporter p.4 du Cerfa (Objectifs) :

A quel objectif le projet entend-il contribuer à long terme (impact) ?

Objectif spécifique du projet (300 caractères maximum) - A reporter p.4 du Cerfa (Objectifs) :

A quel objectif le projet entend-il répondre à moyen terme (effet) ?

Cadre logique du projet :

Résultats (quels seront les réalisations ou produits attendus)	Indicateurs (comment l'atteinte des résultats sera-t-elle mesurée ?)	Activités (actions menées dans le cadre du projet)	Calendrier (pour les projets pluriannuels)		
			Année 1	Année 2	Année 3
R1 : Ex : La population dispose d'une infrastructure d'accès à l'eau potable à proximité des habitations	Ex : Le nombre d'habitants ayant accès à l'eau potable à moins de 300 mètres a doublé	R1A1 : Ex : Construction d'un puits aux normes techniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R1A2 : Ex : Organisation de formations pour la maintenance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R1A3 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R1A4 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
R2 : Ex : 30 familles vulnérables ont augmenté le rendement de leur parcelle maraîchère	Ex : Nombre de familles ayant planté les semences et utilisant les intrants ; Nombre de famille qui déclarent avoir augmenté / diversifié leur production à la fin du projet	R2A1 : Ex : Distribution d'intrants à 30 familles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R2A2 : Ex : Organisation de 5 séances de formation intensive	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R2A3 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R2A4 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
R3 :		R3A1 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R3A2 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R3A3 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R3A4 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
R4 :		R4A1 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R4A2 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R4A3 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		R4A4 :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Viabilité du projet

Viabilité économique (1000 caractères maximum) :

Le projet s'appuie-t-il sur l'économie locale pour la mise en œuvre des actions (achat de matériel et fabrication sur place, main d'œuvre locale...) ?

Viabilité technique et opérationnelle (1000 caractères maximum) :

Le projet valorise-t-il des savoir-faire locaux ? Quelle sera la structure locale responsable des infrastructures, équipements et réalisations à la fin du projet ? Quelles mesures d'accompagnement des bénéficiaires et activités de renforcement de capacités sont prévues ?

Viabilité institutionnelle (1000 caractères maximum) :

Quelles mesures de renforcement de capacités / structuration des institutions compétentes sont prévues ? Quelles pratiques sont prévues pour favoriser la concertation et la participation locale ?

Viabilité environnementale (1000 caractères maximum) :

En quoi le projet porte-t-il une attention particulière à l'environnement ?

Evaluation et prolongement

Suivi du projet (1200 caractères maximum) :

Quels outils et moyens de suivi seront déployés en cours de projet, en référence aux indicateurs de résultats proposés plus haut ?

Evaluation finale (1200 caractères maximum) – A reporter p.5 du Cerfa (Evaluation) :

Comment seront mesurés les effets du projet après sa réalisation (questions et indicateurs principaux) ? Comment seront collectées les informations permettant de mesurer ces effets (évaluation interne / externe, période, implication des parties prenantes...) ?

Retour sur le territoire (actions de sensibilisation en Pays de la Loire) :

Localisation :	Calendrier :
Public cible :	Partenaires :

Décrivez les activités de restitution en Pays de la Loire prévues dans le cadre du projet (800 caractères maximum) :

Budget prévisionnel

Informations générales (à extraire du budget détaillé en annexe) :

Budget total du projet :	Budget annuel (si pluriannuel) :
Sollicitation Conseil Régional :	
Sollicitation Département :	
Sollicitation Ville de Nantes :	

Moyens humains dédiés au projet au Sud – A reporter p.5 du Cerfa (Moyens matériels et humains) :

Nombre	Fonction	Statut	Durée (mois)	Valorisation ou rémunération moyenne (EUR)
		Sélectionner		

Moyens humains dédiés au projet en Pays de la Loire – A reporter p.5 du Cerfa (Moyens matériels et humains) :

Nombre	Fonction	Statut	Durée (mois)	Valorisation ou rémunération moyenne (EUR)
		Sélectionner		

Pièces justificatives à fournir

Les pièces listées ci-dessous sont à inclure dans le dossier de demande de subvention. Veuillez vérifier et cocher les pièces produites en fonction de la / des collectivité/s territoriale/s sollicitée/s.

Pour les associations nationales ayant une antenne en Pays de la Loire, les pièces administratives doivent être rattachées à l'antenne et non au siège national.

Pour les structures non associatives déposant un dossier auprès du Conseil Régional, les pièces à produire peuvent différer ; merci de vous référer au règlement du dispositif FACI.

	Conseil Régional	Département	Ville de Nantes
Formulaire dûment rempli	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formulaire Cerfa	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Budget prévisionnel commun dûment rempli	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour des projets de construction, plans des bâtiments, photos des sites	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis descriptifs et estimatifs des travaux à réaliser ²	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le bilan des projets financés précédemment ou rapport intermédiaire de la précédente phase pour les projets pluriannuels	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'étude diagnostic sur laquelle s'appuie le projet, si disponible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Une convention ou attestation de partenariat avec le partenaire local principal	<input type="checkbox"/> ³	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des lettres de notification ou accords de financement des autres bailleurs, lorsque ceux-ci sont acquis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des lettres d'engagement des pouvoirs publics impliqués au Sud (engagement moral et/ou financier)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du courrier envoyé au SCAC (Service de coopération et d'action culturelle) du pays d'intervention (et de la réponse le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des statuts, datés et signés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> ⁴	<input type="checkbox"/>
Composition du bureau et du conseil d'administration de l'association : nom prénom, fonction au sein de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture de la création de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (RIB)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernier Procès-verbal de l'Assemblée Générale, signé du représentant légal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernier rapport d'activités annuel approuvé par l'Assemblée Générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dernier Bilan comptable annuel approuvé par l'Assemblée Générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
L'autorisation de reproduction et de représentation de photographies	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le formulaire de cession de droits d'auteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

² Plusieurs devis pour une même action sont recommandés.

³ Datant de moins de 2 ans pour le Conseil Régional.

⁴ Uniquement en cas de première demande de subvention au Département.

Déclaration sur l'honneur liée au Contrat d'Engagement Républicain (cf Contrat en annexe au dispositif)

Pour les associations non agréées par l'Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations non reconnues d'utilité publique

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association/ la fondation

déclare :

- que l'association / la fondation a pris connaissance des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021
- que l'association / la fondation souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit dans le présent dossier de demande de subvention

Le :

Signature :

Pour les associations agréées par l'Etat ou par ses établissements publics et pour les associations ou fondations reconnues d'utilité publique

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association / la fondation

déclare :

- que l'association / la fondation a pris connaissance des dispositions de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021
- que l'association / la fondation a été agréée par l'Etat ou ses établissements publics au titre de... en date du...
- ou que l'association / la fondation a été reconnue d'utilité publique par décret en date du... et a souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et reproduit dans le présent dossier de demande de subvention

Le :

Signature :